

IDASY
EXPERTISE CONSEIL AUDIT

**FONDS DE DOTATION
TAYLOR**

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE- 75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

FONDS DE DOTATION TAYLOR

Régi par la loi n° 2008-776 du 4 Aout 2008 de modernisation de l'Economie,
Articles 140 et 141 et le décret n° 2009-158 du 11 Février 2009

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE– 75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres du Conseil d'administration,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **FONDS DE DOTATION TAYLOR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FONDS DE DOTATION à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Elbeuf le 22 mai 2026

Oumar SALL
Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2025			Exercice clos le 31/12/24
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/25	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 198 408	1 811 699	1 386 708	1 517 604
Installations techniques, matériel et outillage industriels	201 692	9 891	191 801	
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	27 762		27 762	27 800
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	358 308	47 341	310 967	319 282
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 015		22 015	23 470
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	3 808 185	1 868 931	1 939 254	1 888 156
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	287 110	130 877	156 234	239 194
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement	1 074 769	1 220	1 073 550	943 865
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	179 714		179 714	140 274
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 541 594	132 096	1 409 498	1 323 333
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	5 349 779	2 001 027	3 348 751	3 211 489

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/25	Exercice clos le 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	418 004	418 004
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	2 625 133	2 423 626
Excédent ou déficit de l'exercice	121 826	201 507
SITUATION NETTE	3 164 963	3 043 136
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 164 963	3 043 136
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	152 640	147 149
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 449	6 300
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	24 700	14 903
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	183 789	168 352
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	3 348 751	3 211 489

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services	1 325 825	1 312 204	13 620	1%
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	19 592	18 691	901	5%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	5 170	1	5 169	574344%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 350 587	1 330 897	19 690	1%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	890 778	967 171	(76 393)	-8%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	91 512	87 752	3 760	4%
Salaires				
Cotisations sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	271 664	121 005	150 659	125%
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles ou corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	1 857	0	1 857	386808%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 255 811	1 175 928	79 883	7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	94 775	154 969	(60 193)	-39%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024	Variation	
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	14 571	16 725	(2 154)	-13%
Autres intérêts et produits assimilés	15 816	24 281	(8 465)	-35%
Reprises sur dépréciations et provisions	39 739	46 598	(6 858)	-15%
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	7 448	4 093	3 355	82%
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	77 574	91 696	(14 122)	-15%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	48 561	39 739	8 821	22%
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	231	1 105	(874)	-79%
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	48 792	40 845	7 947	19%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	28 783	50 852	(22 069)	-43%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	123 558	205 820	(82 262)	-40%
Produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles (VI)		3 014	(3 014)	-100%
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		(3 014)	3 014	100%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	1 732	1 300	432	33%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 428 161	1 422 593	5 568	0%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1 306 335	1 221 086	85 249	7%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	121 826	201 507	(79 681)	-40%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

ANNEXE

1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

BLL AUDIT CONSEIL

24 rue Godot de Mauroy, 75009 PARIS - Téléphone : 01 42 66 30 11

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le fonds de dotation Taylor a été créé en 2012.

Les immeubles légués à la fondation Taylor ont été apportés au fonds de dotation lors de sa constitution.

Les revenus locatifs de ces immeubles permettent au fonds de dotation Taylor de promouvoir et d'encourager la création artistique.

Il réalise ses actions d'intérêt général en soutenant notamment le financement des actions de l'association Taylor.

1. Règles générales

A compter du présent exercice, l'association a adapté ses méthodes comptables conformément aux modifications du plan comptable général issues du règlement ANC n°2022-06.

Dans le cadre, les charges précédemment enregistrées en comptes de charges exceptionnelles (classe 67) sont désormais comptabilisées selon leur nature en charges d'exploitation. Ainsi, à titre d'exemple, les amendes et pénalités, antérieurement portées au compte 671, sont enregistrées au compte 651 ou 658 selon leur nature.

Par ailleurs, le recours aux comptes de transferts de charges (compte 79) est supprimé dans le cas où il était utilisé pour neutraliser des charges d'exploitation, cette pratique n'étant plus admise dans le cadre du nouveau référentiel.

Ces changements sont sans incidence sur les capitaux propres. Toutefois, ils affectent la présentation du compte de résultat, le résultat exceptionnel ayant vocation à ne plus être utilisé ou être limité aux seules opérations répondant strictement à la définition des charges et produits exceptionnels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement au coût rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

* Constructions :

La méthode des composants consiste à ventiler comptablement une immobilisation corporelle amortissable en fonction des

éléments qui la composent et qui ont une utilisation différente de l'élément principal. Les composants d'une immobilisation s'amortissent selon un rythme différent. La fédération des sociétés Immobilières (FSIF) a proposé une matrice d'analyse des composants en fonction des catégories d'immeubles. Quatre composants ont été retenus :

- Gros oeuvre (structure) pour 50 % amortissable sur 50 ans,
- Facades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures pour 10 % amortissables sur 30 ans,
- IGT : chauffage, ascenseurs, électricité, plomberie et autres équipements pour 25 % amortissable sur 15 ans,
- Agencements extérieurs et décoration (cloisons, carrelage) pour 15 % amortissable sur 15 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les travaux de rénovation et de mise en conformité de DPE réalisés ont été immobilisés et amortis sur une durée de 10 ans.

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Changement de méthode comptable suite aux modifications du plan comptable générale

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	418 004				418 004
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2 423 626	201 507			2 625 133
Excédent ou déficit de l'exercice	201 507		121 826	201 507	121 826
SITUATION NETTE	3 043 136				3 164 963
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	3 043 136				3 164 963

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	3 198 408					3 198 408	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers			201 692			201 692	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	27 800				37	27 762	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	3 226 207		201 692		37	3 427 862	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	358 308					358 308	
Prêts et autres immobilisations financières	23 470				1 455	22 015	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	381 778				1 455	380 323	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	3 607 985		201 692		1 492	3 808 185	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 680 803	130 896		1 811 699
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers		9 891		9 891
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 680 803	140 787		1 821 590
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 680 803	140 787		1 821 590

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières	39 026	47 341	39 026	47 341
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	20 305	132 096	20 305	132 096
TOTAL GÉNÉRAL	59 331	179 437	59 331	179 437

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 015		22 015
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	10 373	10 373	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	276 737	276 737	
Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CRÉANCES	309 125	287 110	22 015

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	152 640	152 640		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 449	6 449		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices	1 732	1 732		
Taxe sur la valeur ajoutée	22 968	22 968		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	183 789	183 789		

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 280
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	5 280

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESSOURCES

	Montants
Locations diverses	1 067 924
Loyers Helder (TVA)	153 780
Autres produits activités annexes	94 578
Charges Helder (TVA)	9 545
TOTAL GÉNÉRAL	1 325 827

CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS**Subventions d'exploitation**

Le fonds de dotation Taylor a versé la somme de 588 000 euros à la fondation Taylor

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraire de certification des comptes : 5 279 euros

Effectif

Effectif moyen du personnel : 0 salarié

Engagement de retraite

Néant

Mise a disposition Gratuite

La fondation Taylor met à disposition gracieuse, au profit du fonds de dotation : une

- un espace de bureau équipé
- une salle de réunion

Une convention a été signée entre les deux parties le 08 octobre 2012 pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Aucune valorisation n'a été effectuée car cette mise à disposition est très occasionnelle et n'est pas significative pour les comptes du fonds de dotation.